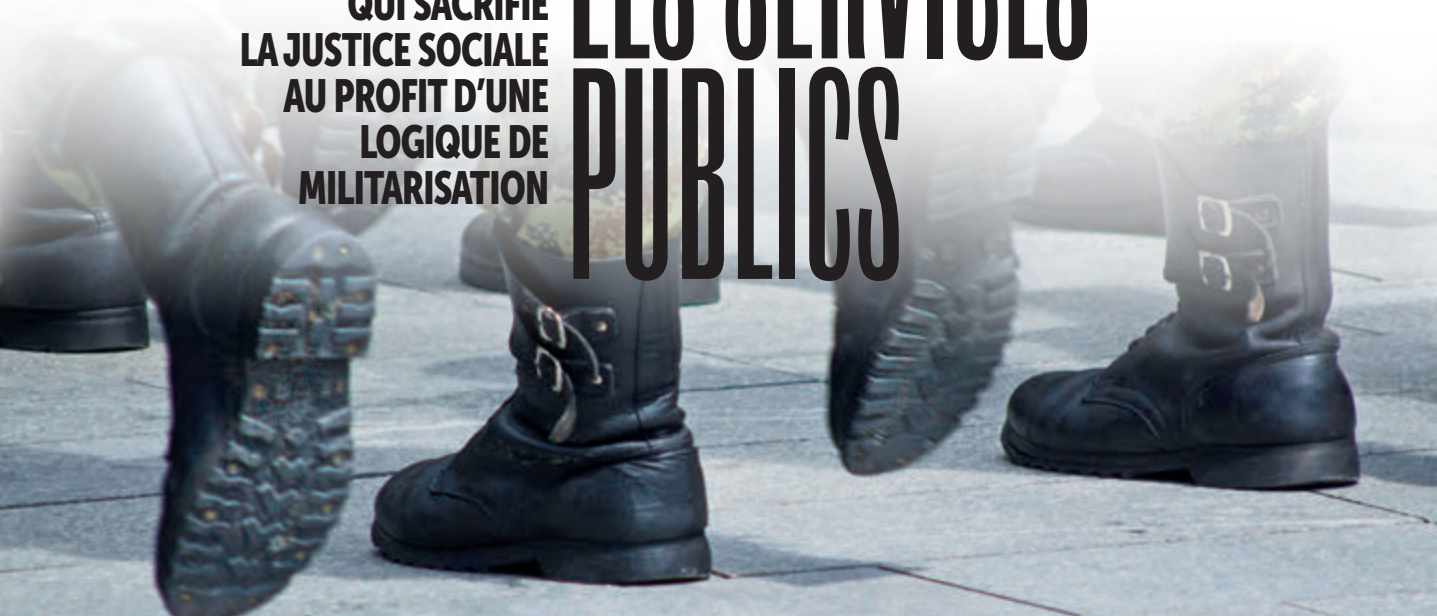


ARMER LA FRANCE DÉSARMER

LA FEC DÉNONCE
CETTE POLITIQUE
QUI SACRIFIE
LA JUSTICE SOCIALE
AU PROFIT D'UNE
LOGIQUE DE
MILITARISATION

LES SERVICES PUBLICS



ARMER LA FRANCE DESARMER LES SERVICES PUBLICS

Alors que le Gouvernement annonce une augmentation massive des dépenses militaires, les services publics essentiels subissent des coupes budgétaires. La Fédération des Employés et Cadres FO dénonce cette politique qui sacrifie la justice sociale au profit d'une logique de militarisation.

Inadmissible, antisocial et dangereux. Avec un investissement prévu de 413 milliards d'euros entre 2024 et 2030 et une ambition de porter les dépenses militaires à 3-3,5 % du PIB, contre 2 % actuellement, le Gouvernement et le président de la République ont décidé d'orienter leurs priorités vers un « effort de guerre » sans précédent.

Un choix politique au détriment de la paix et de la solidarité

Plutôt que de privilégier la recherche de la paix, le dialogue et la diplomatie pour désamorcer les tensions internationales, le Gouvernement alimente une spirale de militarisation, dont les conséquences directes se feront au détriment des Français et, parmi eux, des plus fragiles. La priorité donnée aux dépenses militaires relève d'un choix idéologique insensé, alors que de nombreux secteurs essentiels – social, éducatif, médical et économique – restent dramatiquement sous-financés. Soyons-en sûrs, il ne s'agit pas d'une question budgétaire, mais bien d'un choix politique assumé : celui de faire passer les intérêts militaires avant le développement des services publics et de la solidarité.

Des valeurs diamétralement opposées

Ce positionnement met en lumière une indifférence voire un mépris inquiétants envers les préoccupations sociales du quotidien. Le Gouvernement reste sourd aux urgences exprimées par les salariés, les retraités, les jeunes et les plus fragiles. La réforme des retraites à 64 ans en est l'exemple le plus flagrant. Imposée à coups de 49.3, sans vote, elle impose de travailler plus longtemps, dans des conditions toujours plus difficiles, sans prendre en compte les réalités de terrain. Elle pèse lourdement sur les plus précaires, ceux qui exercent les métiers les plus pénibles et sur les femmes, premières victimes des inégalités liées au départ à la retraite, souvent pénalisées par le temps partiel imposé.

En persistant dans cette réforme, les gouvernements successifs démontrent leur incompréhension des réalités de la vie professionnelle des employés, techniciens et cadres. Et malgré les nombreuses interpellations citoyennes, ils continuent de refuser tout dialogue, comme ils le font également sur l'effort de guerre. >>>



Sébastien BUSIRIS
Secrétaire général

Des milliards sont débloqués pour la défense, mais les services publics essentiels subissent des coupes budgétaires.

Il est inadmissible que l'on puisse trouver des fonds pour la guerre, mais pas pour assurer une retraite digne à nos concitoyens.

Nous resterons mobilisés contre les politiques qui creusent les inégalités et mettent en danger notre modèle social.

MESSIEURS LES GOUVERNANTS, NOUS N'AVONS NI LES MÊMES VALEURS, NI LES MÊMES PRIORITÉS !

Réorienter les priorités

Ce sont toujours les mêmes qui payent la note ! Toujours les mêmes à qui l'on demande de faire des efforts alors que, dans le même temps, d'autres (les plus riches et aisés) se voient accorder toujours plus de cadeaux et de passe-droits. La Fédération des Employés et Cadres FO, fidèle à ses valeurs de solidarité, de justice et de défense des droits des travailleurs, dénonce avec la plus grande fermeté cette obstination gouvernementale à privilégier les intérêts militaires au détriment du bien-être social. Comment justifier qu'on ne puisse pas trouver 6 milliards d'euros pour les retraites, mais qu'on en débloque plus de 400, d'un simple claquement de doigts, pour l'effort de guerre ? On se moque de nous !

Réorienter les milliards : de l'armement aux retraites

Manifestement, nous n'avons ni les mêmes valeurs, ni les mêmes priorités que le Gouvernement actuel. Nous condamnons la priorité donnée à la militarisation et appelons à une réorientation des ressources de l'État vers les secteurs essentiels de la vie quotidienne : santé, éducation, culture, justice et, bien sûr, une retraite digne pour tous.

● *Nous exigeons l'abrogation immédiate de la réforme des retraites à 64 ans.*

● *Nous appelons à rétablir un équilibre juste entre l'effort de guerre et l'effort social, en remettant l'humain au cœur des priorités politiques.*

● *La FEC FO continuera à lutter avec détermination pour que les choix de société soient fondés sur la paix, la solidarité et la justice sociale.*

● *Nous resterons mobilisés, sur tous les fronts, contre les politiques qui creusent les inégalités et mettent en péril notre modèle social.*

● *D'autres solutions existent pour bâtir une société plus juste, plus solidaire et véritablement humaine.*

Contre la priorité aux canons, ensemble, faisons entendre la voix de la paix et de la justice sociale !